

COLLOQUE

CONSOMMATION ET BIEN-ETRE

CONSOMMER AUTREMENT POUR VIVRE MIEUX SUR UNE PLANÈTE PRESERVEE

TABLE RONDE 2 :

CONSOMMER AUTREMENT : QUELLES PISTES CONCRÈTES POUR UNE CONSOMMATION ÉTHIQUE ?

Olivier PERRIN : Ce colloque s'inscrit dans le cadre de « Savoir pour l'action », un intitulé qui regroupe les publications du CGDD. Il s'agit de partir des savoirs, notamment scientifiques, pour amener les acteurs vers des actions différentes en faveur de la transition. Voici donc des initiatives concrètes qui sont facteurs d'une consommation différente liée au bien-être.

HUGUES FERREBOEUF, ENTREPRENEUR, DIRECTEUR DE PROJET CHEZ THE SHIFT PROJECT, THINK TANK SUR LES IMPACTS DU NUMÉRIQUE

J'ai dirigé au sein de The Shift Project, que j'ai rejoint voici deux ans, un groupe de travail qui a abouti en octobre 2018 à la publication d'un rapport intitulé « Pour une sobriété numérique ». Il est publié in extenso sur le site de The Shift Project.

The Shift Project est un think tank qui a pour vocation de faciliter et d'accélérer la transition vers une économie décarbonée. Ses cibles principales sont les décideurs économiques et politiques plus que le grand public.

En matière de numérique, il est possible de parler de consommation et de surconsommation. Dans ce domaine plus que dans tout autre, la trajectoire actuelle n'est pas soutenable. Les équipements numériques n'émettent pas de pollution visible, mais représentent 4 % de la consommation d'énergie mondiale et 3,5 % des émissions de gaz à effet de serre. De plus, ces chiffres croissent de 9 % par an. Les émissions de carbone tous secteurs confondus devraient être divisées par deux d'ici à 2030 pour rester en dessous des 2° de réchauffement. Il faut donc les réduire de 4 à 5 % par an. La croissance du numérique n'est donc pas compatible avec cet objectif.

Ce problème ne vient pas que de l'usage d'appareils numériques, mais aussi de leur production. En 2010, dans les pays de l'OCDE, un foyer typique avait environ cinq équipements numériques. Le même foyer en aura cinquante en 2025. En 2010, un milliard de terminaux numériques étaient fabriqués chaque année. En 2030, si les prévisions sont justes, la production annuelle atteindra dix milliards. Nous sommes donc dans une situation de démesure.

Alors que seulement 10 % des habitants de la planète représentent 50 % de la consommation numérique, 50 % de la population mondiale n'a pas accès à internet. Lorsque ces 50 % accéderont à Internet, la consommation sera multipliée par dix s'ils adoptent les mêmes habitudes de consommation que nous ! Nous ne sommes donc pas sur une trajectoire acceptable.

Ce problème ne sera pas résolu technologiquement, au moins dans les dix prochaines années, car les technologies actuelles atteignent leurs limites en matière d'amélioration de la performance énergétique.

Il faut donc réguler cette surconsommation et trouver des leviers qui permettront de le faire. Nous ne connaissons pas encore la solution. Il faudrait cependant acheter moins de terminaux, ne pas les renouveler trop souvent et regarder moins de vidéos de loisirs qui sont très consommatrices de bande passante, donc d'énergie.

Olivier PERRIN : Est-ce une bonne idée de reconditionner les smartphones ?

Hugues FERREBOEUF : Oui. Cela permet de prolonger la vie de l'appareil. Des boutiques se créent pour reconditionner les smartphones ; c'est une évolution encourageante et à encourager.

MARINE FOULON, CHARGÉE DE COMMUNICATION DE ZERO WASTE FRANCE

Marine FOULON : Zero Waste France est une association qui milite pour la réduction des déchets et une meilleure gestion des ressources. Le 15 mai est le jour du dépassement en France. Il s'agit de la date à laquelle la France a consommé les ressources que la planète est capable de produire en un an, ramenées au nombre d'habitants.

Zero Waste France a lancé le Défi « Rien de Neuf », qui propose aux participants d'essayer de n'acheter aucun objet neuf pendant un an.

La première étape du défi est de vous demander à chaque intention d'achat si vous avez vraiment besoin de l'objet. Peut-être que l'objet n'est pas utile ou que vous n'en aurez besoin que ponctuellement. Si vous en avez besoin, il existe d'autres solutions plus écologiques que de l'acheter neuf, comme l'acheter d'occasion dans des friperies ou des ressourceries, ou de se rendre sur des sites internet qui proposent, par exemple, du matériel électronique reconditionné. Par ailleurs, vous pouvez mutualiser les objets ou les louer.

Ces pratiques apportent de nombreux avantages liés au bien-être. Elles permettent de se libérer de la frénésie de surconsommation et de redonner du sens à sa consommation. De plus, les économies réalisées permettent d'utiliser son argent et son temps pour des choses qui nous font davantage plaisir.

Certains consommateurs disent qu'acheter des objets neufs leur fait plaisir, mais les participants au défi ont découvert d'autres formes de plaisir, comme construire soi-même un objet ou trouver un vêtement dans une friperie.

Cela permet aussi de recréer du lien social. En effet, quand quelqu'un participe à un *repair café* ou utilise une application pour acheter un objet d'occasion, il rencontre des gens.

Ce défi a une dimension collective, puisque 19 000 personnes participent et s'échangent des astuces via Facebook et Instagram.

CHRISTOPHE HURBIN, FONDATEUR DE MYLABEL, APPLICATION D'AIDE À LA CONSOMMATION ÉTHIQUE

Christophe HURBIN : J'ai travaillé durant vingt ans dans l'industrie et j'ai constaté que les projets en lien avec le développement durable réalisés dans des entreprises ne sont pas vus de l'extérieur. Un industriel pense que les consommateurs vont acheter son produit en partie parce qu'il a des pratiques vertueuses quant aux conditions de travail, par exemple. Or, ce n'est pas le cas. À l'inverse, il manquera de marges de manœuvre pour agir sur des enjeux sur lesquels il aimerait progresser, parce que son actionnaire, par exemple, lui reprochera de ne plus être compétitif.

La consommation responsable est donc le sujet qui m'a attiré. Le contexte est très favorable à ce sujet. 80 % des Français, et plus généralement des Européens, désirent consommer de manière plus éthique, mais la moitié seulement déclarent agir. Le frein principal évoqué est le manque d'information. Les consommateurs disent ne pas savoir lire les étiquettes ou se perdre dans le nombre trop important de labels.

Le deuxième frein est la défiance. Depuis dix ans, pour des raisons de scandale, les consommateurs ne se fient plus à ce qui est inscrit sur les emballages.

Par ailleurs, l'information ne suffit pas si des moyens simples d'action ne sont pas donnés aux consommateurs. Les consommateurs disent souvent que ceux qui doivent agir sont les entreprises et que ceux qui les pousseraient à agir individuellement sont les associations et les ONG.

MyLabel cherche donc à engager les consommateurs en s'appuyant sur les ONG pour faire changer les entreprises. MyLabel est une application qui permet à quelqu'un de choisir des thèmes sur lesquels il a envie d'agir, comme la santé, et de définir à partir de critères son propre label écoresponsable. Ensuite, il peut scanner le code-barres d'un produit. L'application lui indique si ce produit est conforme à ses critères et sinon, pour quelles raisons. Le cas échéant, elle lui propose un produit alternatif.

Pour évaluer les produits, Mylabel utilise des campagnes d'analyse et d'évaluation existantes réalisées par des ONG, par exemple sur l'égalité hommes/femmes ou les pesticides.

L'application existe aussi pour les courses en ligne sur les sites de Carrefour, Leclerc, Houra et Monoprix grâce à une extension disponible pour Chrome et Firefox.

MyLabel réalise ensuite un bilan des produits consommés.

Cette application œuvre pour le bien-être à deux niveaux :

- le thème de la santé est inclus à l'application ;
- il s'agit d'un moyen simple d'être en cohérence avec ses valeurs.

MyLabel cherche à utiliser uniquement des leviers positifs. L'objectif n'est pas de reprocher à quelqu'un de consommer un produit, mais de l'amener vers un produit plus positif selon ses propres valeurs. Il n'existe pas de manipulation possible, puisque le consommateur choisit lui-même la manière dont l'application va l'orienter.

L'application a été lancée le 2 avril. 4/5e des utilisateurs choisissent des critères de santé, deux tiers des critères d'environnement et la moitié des critères sociaux. On observe ainsi que les attentes des utilisateurs vont au-delà de la seule nutrition. Les attentes en terme de santé sont surtout liés à des sujets comme les pesticides. L'impact sur les émissions de CO² ou la notion de bien-être animal ressortent également parmi les thèmes environnementaux et sociaux.

Mylabel est un outil qui vient en amont de la loi. Par exemple, le dioxyde de titane est légal, mais très controversé. José BOVÉ dénonçait déjà ce produit il y a plusieurs années, mais rien n'était fait. Or, récemment, le dioxyde de titane est devenu très visible, connu et scanné. Une loi pour l'interdire est en préparation. Le marché peut accepter cette loi, parce qu'un consensus de consommateurs s'est fait contre le dioxyde de titane. Mylabel peut donc servir à faire émerger des consensus, ce qui facilite la création de lois.

Les auditeurs se regroupent pour discuter durant cinq minutes.

Un intervenant : Il sera compliqué de diminuer la consommation numérique, car une nouvelle population devrait y accéder. Or, il existe aujourd'hui des solutions technologiques permettant d'avoir un impact nul sur les gaz à effet de serre, notamment grâce à des méthodes alternatives de refroidissement des data centers. Des sociétés comme Microsoft y réfléchissent.

Un intervenant : Depuis le début du colloque, j'entends beaucoup de réflexions théoriques et peu d'actions pratiques.

D'un point de vue énergétique, vaut-il mieux fermer une page internet qui nous intéresse immédiatement, quitte à la rouvrir dix minutes après, ou la laisser ouverte ?

Un intervenant : Nous avons peu parlé du bien-être du producteur. J'ai un fairphone fabriqué par une entreprise sociale en Chine. L'or utilisé pour le fabriquer est labellisé Commerce équitable. Ne faudrait-il pas qu'un label reconnaisse les grandes urgences sociales, sanitaires et environnementales ?

Une intervenante : Hugues FERREBOEUF, de The Shift Project, affirme qu'il faut limiter le numérique. Or, juste après, M. HURBIN nous présente une application numérique. Pouvez-vous donner des exemples concrets pour nous passer du numérique ?

Un intervenant : Durant le pot entre les tables rondes, au lieu de verres lavables et d'eau du robinet, nous avons reçu des gobelets en carton et des boissons dans des bouteilles en plastique.

Beaucoup de personnes souhaiteraient se rendre ressourceries, en friperies ou dans un *repair café*, mais n'y ont pas forcément accès. La plupart des consommateurs ne veulent pas faire un long trajet pour s'y rendre alors qu'ils peuvent consommer moins éthiquement près de chez eux. Consommer plus éthiquement prend du temps. Peut-être faut-il limiter l'offre pour ne pas laisser le choix aux consommateurs.

Michel HOURDEBAIGT : Je précise que le Ministère utilise du café équitable depuis 2005, que les gobelets sont recyclables et que les tenues des cuisiniers sont labellisées Max Havelaar. Cependant, je note votre remarque.

Un intervenant : Vos applications interviennent toutes au niveau de l'individu, alors que nous savons que ce sont les entreprises qui polluent le plus.

Une intervenante : Je me pose la question du rôle de l'État. Le Ministère du Numérique, par exemple, devrait se poser la question de l'utilisation juste du numérique. Or, nous n'entendons que des propos sur l'élimination des zones blanches ou la 5G. Qui coordonne ces actions de développement du numérique et quel est le rôle de l'État ?

Un intervenant : Vous nous avez expliqué que le pouvoir d'achat était une notion dépassée. Or, nous avons vu les gilets jaunes manifester pour demander plus de pouvoir d'achat. Votre réflexion est peut-être en avance, mais ne correspond pas aux préoccupations des Français.

Marine FOULON : Il est vrai qu'il n'existe pas partout des recycleries, mais il existe des alternatives à l'achat neuf sur internet partout en France. De plus, il suffit parfois de s'adresser à ses voisins pour emprunter un objet plutôt que de l'acheter.

Trouver une chemise en friperie peut effectivement prendre plus de temps, mais la personne l'achetant est heureuse de ne pas l'avoir achetée dans la grande distribution. Chacun est libre de ses choix et de vivre avec. À partir du moment où quelqu'un a conscience des enjeux environnementaux et sociaux, il peut se renseigner sur les alternatives et apprendre à les utiliser. Plus il les connaît, moins cela lui prendra de temps.

Hugues FERREBOEUF : Le problème principal n'est pas de laisser ouverte ou non une page internet, mais bien de limiter sa consommation de vidéos. L'objectif n'est pas de proscrire le numérique, mais de limiter la croissance désordonnée et d'éviter la surconsommation. La sobriété n'est pas l'abstinence.

Mais si nous parvenions à un volume de données en croissance de 15 % et non de 30 % par an, nous arriverions à stabiliser la consommation d'énergie.

Le marketing des fournisseurs internet fait en sorte que nous ne prenions pas conscience de la pollution générée. Le Cloud nous fait penser qu'Internet est immatériel, alors que rien n'est plus faux. La phase de prise de conscience est donc tout sauf évidente.

Pourtant, quand vous regardez une vidéo diffusée en streaming sur votre smartphone, vous consommez en fait mille fois plus d'énergie que le smartphone lui-même.

Il est effectivement possible d'améliorer l'efficacité énergétique des data centers en limitant l'énergie consommée pour les refroidir et de nombreux progrès ont déjà été enregistrés sur ce plan ces dix dernières années. Cependant, cela ne sera pas suffisant en regard de la croissance de consommation des données.. Nous devons limiter notre consommation en priorisant nos usages ; il n'y a pas d'alternative.

Un intervenant a parlé d'un fairphone contenant de l'or équitable. L'initiative fairphone est positive, mais reste malheureusement marginale. Par ailleurs, l'or est peut-être équitable du point de vue de la répartition de la chaîne de valeur mais, par ailleurs, pour chercher de l'or, il faut traiter le minerai et donc polluer les sols, ce qui n'est pas très équitable pour les populations alentour.

Une personne a parlé du rôle de l'État, qui est effectivement central. The Shift Project souhaite lui proposer cette année des politiques publiques à mettre en œuvre. Ces politiques ne peuvent pas être uniquement environnementales. Le phénomène de surconsommation est lié notamment à la logique économique de l'écosystème numérique. L'économie des plateformes comme Google ou Amazon est basée sur la maximisation de l'audience grâce à un système de gratuité apparente, ce qui leur permet en retour de vendre sous forme de publicité l'accès à cette audience. Il faut lancer un débat impliquant les ministères de la Transition Écologique et de l'Économie Numérique, mais ce dernier n'est pas encore suffisamment sensible à ce sujet.

Christophe HURBIN : Mylabel est effectivement une application numérique. Cependant, notre objectif est de rendre facultative l'application, notamment grâce à l'extension internet dont je vous ai parlé. Actuellement, une application est essentielle pour se faire connaître et comprendre, mais l'objectif est plutôt de s'insérer dans l'existant.

Des participants ont évoqué l'idée d'un label pour satisfaire tous les consommateurs et celle de limiter les produits disponibles. Or, il existe de six à huit profils de consommateurs responsables. Un label répondant à tous ces profils ne pourrait exister aujourd'hui. C'est pour cette raison que MyLabel propose à chacun d'avancer dans la direction qui l'intéresse. Par ailleurs, retirer des produits de l'offre peut se faire quand il y a un consensus.

Olivier PERRIN : Mylabel devient en quelque sorte un détecteur de tendance pour les industriels.